



RENDU EXECUTOIRE LE

2 8 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



PRÉFECTURE DE LA VIENNE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**Arrêté portant autorisation d'extension, à titre dérogatoire,
d'une place du lieu de vie et d'accueil « La tribu de Chaume »
à Antigny (86310)**

Le Préfet

Le Président du Conseil Départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.312-1-III, L. 313-1 et suivants, D.316-1 à D. 316-6 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu l'article L.222-5 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la justice pénale des mineurs et notamment ses articles L 112-2-4° et L 112-14, R 241-3 à R 241-9 ;

Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu le projet opérationnel territorial de la protection judiciaire de la jeunesse du Poitou-Charentes en cours ;

VU l'arrêté conjoint du 22 juillet 2022 portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » à Antigny (86310) pour une capacité théorique d'accueil de 6 places ;

Considérant la demande de l'association Les Vies Dansent gestionnaire du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » en date du 22 novembre 2022 pour étendre, à titre dérogatoire, la capacité d'accueil de ce dernier d'une place de sorte à accueillir un enfant atypique à raison des troubles dont il souffre ;

Considérant l'engagement des permanents du lieu de vie et d'accueil d'adopter une organisation limitant l'accueil simultané à 6 jeunes maximum dans les locaux, certains enfants étant alors soit en internat, soit en droit de visite avec hébergement ;

Considérant que l'accueil de ce 7^{ème} mineur au sein du le lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » permet un regroupement de fratrie et que ce placement fait suite à la fin de l'accueil chez une assistante familiale ;

Sur proposition du Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et du Directeur général des services départementaux,

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 28 novembre 2022, le lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » sis au lieu-dit « Chaume » 86310 Antigny est autorisée, à titre dérogatoire et temporaire, à augmenter sa capacité d'accueil passant de 6 places à 7 places.

La présente autorisation étant dérogatoire, elle ne vaut que pour une durée strictement limitée et justifiée par les considérant mentionnés supra.

Article 2 :

En conséquence, l'article 2 de l'arrêté conjoint sus-visé du 22 juillet 2022 portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » à Antigny (86) est modifié ainsi qu'il suit :

- Cinq mineurs ou jeunes majeurs âgés de 10 à 21 ans et confiés par l'autorité judiciaire au titre de l'assistance éducative (articles 375 à 375-8 du code civil) ;
- Deux mineurs âgés de 13 à 18 ans et confiés par le juge judiciaire au titre de la législation sur l'enfance délinquante (Code de la justice pénale des mineurs).

A aucun moment, le lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » ne devra accueillir plus de 6 enfants en même temps dans ses locaux.

Article 3 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Article 4 :

En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le Président du Conseil départemental de la Vienne, autorité signataire ;
- d'un recours administratif gracieux devant le Préfet du département, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers soit par voie postale (Tribunal administratif 15, rue de Blossac BP 541, 86020 Poitiers cedex), soit par l'application internet Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr, soit en se déplaçant à l'accueil de la juridiction.

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 5 :

Monsieur le Préfet du département de la Vienne, Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à **POITIERS**

Le **-1 DEC. 2022**

Le Préfet,
Jean-Marc GIRIER

Le Président du Conseil Départemental,
Alain PICHON.

